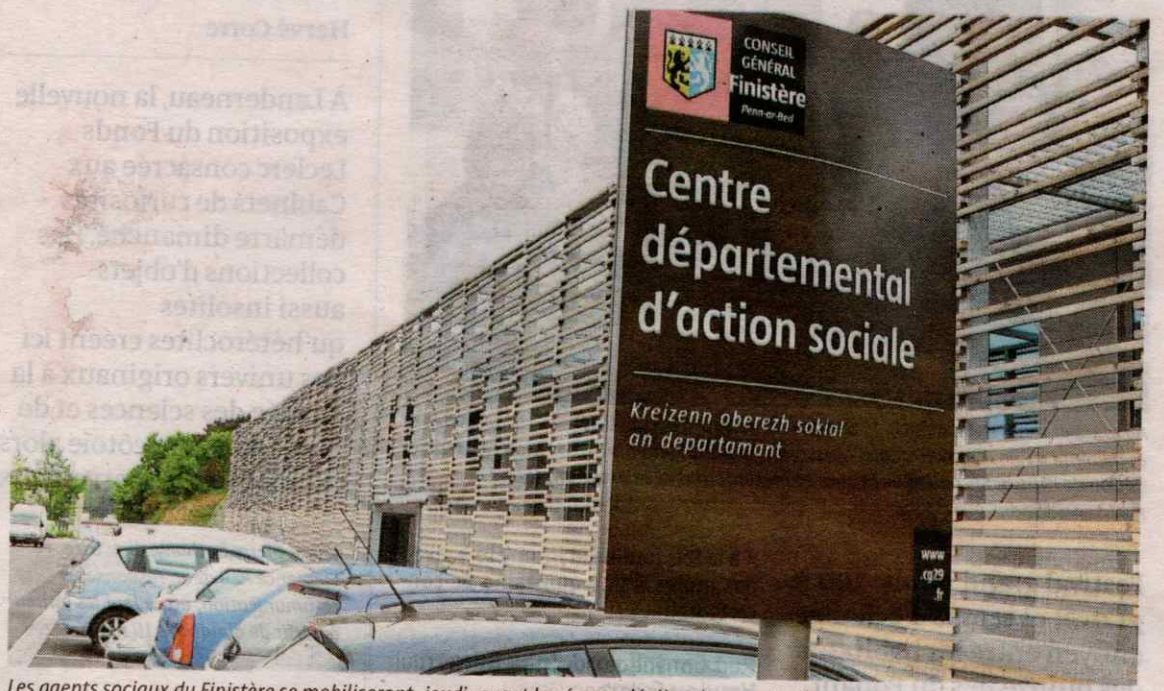
Le Télégramme Jeudi 19 juin 2019

Département. La grogne monte chez les agents sociaux



Les agents sociaux du Finistère se mobiliseront, jeudi, avant la séance plénière du conseil départemental, à Quimper.
Photo Marie-Line Quéau

Paul Bohec

La réorganisation qui se met en place au conseil départemental passe mal auprès des agents sociaux du Finistère. Ils dénoncent « une refonte destructrice de leur travail quotidien ». L'intersyndicale appelle à la grève et la mobilisation, jeudi, avant l'assemblée plénière, à Quimper.

« C'est un véritable flou artistique : nous n'avons aucune explication et personne n'assume parmi les élus politiques », commence Jean-Michel Laurent, secrétaire syndical de la CGT. Dans leur collimateur, la revue des organisations et des processus des territoires d'action sociale. Une réorganisation complète des services qui tend à spécialiser les missions des agents et arrêter les équipes pluridisciplinaires de l'action médico-sociale. « Pourquoi casser quelque chose qui fonctionne, s'interroge le syndicaliste. L'usager est un humain, pas un acte ! C'est lui qui va en pâtir ».

« Il y a une vraie inquiétude pour l'avenir de nos services. Nous ne sommes plus certains de pouvoir faire correctement notre travail », témoigne anonymement une agente de la protection de l'enfance qui travaille depuis plus de 30 ans au sein du conseil départemental.

Préavis de grève déposé

Un préavis de grève a déjà été déposé pour la journée de jeudi. Une mobilisation des agents médico-sociaux du Finistère est attendue à la Maison du Département avant l'assemblée plénière. « Notre souhait est de rencontrer la présidente et les élus pour leur expliquer notre situation », précise Jean-Michel Laurent. « Nous sommes moins visibles que les agents hospitaliers mais nous sommes traités de la même manière. La dernière réorganisation date d'il y a seulement deux ans : c'est une véritable machine à laver ».

Infirmiers, psychologues, conseillers administratifs, assistants sociaux... Tous les agents sont impactés. « Nous avons reçu des courriers provenant de différents services qui affirmaient être inquiets de cette réorganisation », assure Jean-Michel Laurent. « Il y a une vraie insécurité et du stress supplémentaire, souffle sa collègue. Certains vomissent avant le travail ».

Réclamant un retour en arrière sur cette réorganisation dont la mise en place est prévue pour janvier 2020, les agents sociaux, et ceux des centres départementaux de l'enfance et la famille (CDEF), seront donc présents, jeudi matin, pour manifester leur mécontentement. « Ce que je sais, c'est que cette réorganisation se fait à moyens constants », répond Isabelle Assih, conseillère départementale déléguée à l'accessibilité des politiques sociales et aux projets des Centres départementaux d'action sociale (CDAS). « Je ne suis pas la plus à même de répondre, je n'ai pas encore eu tous les retours des autres élus. Je comprends que ce ne soit pas sécurisant pour les agents mais je n'ai pas eu de remontée concernant ceux dans les CDAS ». Contacté, Marc Labbey, président de la commission solidarités, enfance et famille n'a pas donné suite à nos sollicitations.